



RENDEZ-VOUS DE L'ÉNERGIE DU BAS-SAINT-LAURENT

FORUM DES ACTEURS SOCIOÉCONOMIQUES



**Recueil des comptes rendus des ateliers du forum ouvert
tenu le 19 novembre 2010, à l'UQAR.**



2 décembre 2010
Mise à jour de mars 2011

POUR NOUS CONTACTER

Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent

88, Saint-Germain Ouest, bureau 104, Rimouski QC G5L 4B5

Tél. : 418 721-5711

Télec. : 418 724-2216

Courriel : crebsl@globetrotter.net

Site Internet : www.crebsl.com

Crédit photos : J.-F. Gagnon, CRÉBSL

REMERCIEMENTS

Le conseil de l'environnement souhaite remercier les partenaires suivants, qui l'ont appuyé dans l'organisation de ce forum.

Président d'honneur

- Michel Morin, maire de Rivière-du-Loup

Comité de pilotage :

- **Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent**
 - Jean-François Gagnon
- **Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent**
 - Youla Bourgoïn
- **Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial de l'UQAR**
 - Anne-Sophie Devanne



Partenaires financiers :



Table des préfets du Bas-Saint-Laurent
Bouge sur le campus

Table des matières

POUR NOUS CONTACTER	ii
REMERCIEMENTS	ii
Table des matières.....	iii
Mise en contexte	4
À propos des Rendez-vous de l'énergie au Québec	4
... et au Bas-Saint-Laurent.....	4
Liste des participants au forum ouvert.....	5
Comptes rendus des ateliers	7
1. Sortons le Québec du nucléaire	7
2. Sources d'énergie locales	8
3. Motorisation électrique au Québec.....	10
4. Acériculture et énergie.....	11
5. Aménagement des villes et villages.....	12
6. Microproduction et énergies renouvelables : mythe ou réalité - Comment valoriser les ressources énergétiques locales	13
7. Choix des terres pour les cultures énergétiques.....	15
8. Biocarburants.....	16
9. Transport collectif.....	18
10. Lumière de circulation versus carrefour giratoire	20
11. Prolongement de l'autoroute 20	21
12. Transport des matières résiduelles.....	22
13. Alimentation locale.....	23
14. Développement centre de valorisation de la biomasse agro-forestière	25
15. Le développement des hydrocarbures au Québec et l'électrification des transports au Québec...	26
16. Choix judicieux de véhicules.....	28
17. L'intercoopération pour les agents de développements et les projets d'efficacité énergétiques et de production énergétique renouvelables.....	29
18. Automobile, aménagement urbain, développement durable	31
19. Quelles sont les conditions de base pour une solution à long terme et l'énergie éolienne à haute altitude.....	32
20. Biomasse agricole.....	34
21. Marché du carbone	35
22. Équipements collectifs pour la production/transformation de biomasse forestière/agricole.....	36
23. Convergences bioproductions et procédés manufacturiers innovants	37
24. Développement des circuits courts	38
25. Deux voies ferrées : pour quand?	39
26. Consommation intelligente de l'énergie et retour vers la nature.....	40
27. Sommes-nous tous prêts à payer? À quel prix?.....	41
28. La responsabilité collective reliée à nos choix	42
29. Consommation responsable.....	43
30. ÉcoVillages.....	44
31. Valorisation de la biomasse	45

Mise en contexte

Les pages qui suivent contiennent les comptes rendus colligés par les participants lors du Forum des agents socioéconomiques, tenu le 19 novembre 2010 à l'Université du Québec à Rimouski, organisé dans le cadre des Rendez-vous de l'Énergie du Bas-Saint-Laurent.

Comme le veut la formule du forum ouvert, apportée par Annick Corriveau consultante (<http://annickcorriveau.com/>), chaque personne qui proposait un sujet de discussion devenait responsable de ce sujet et devait s'assurer qu'un compte rendu soit rédigé sur ce sujet au cours de la journée. C'est donc là l'essence du document que vous vous apprêtez à lire. Le Conseil régional de l'environnement a simplement colligé les 31 comptes rendus par ordre chronologique en un seul document et corrigé les fautes de frappe, sans les éditer. Conséquemment, le conseil n'est pas l'auteur de ces idées, mais les rend disponibles en toute transparence afin que la réflexion amorcée lors du forum se poursuive et se propage.



À propos des Rendez-vous de l'énergie au Québec...

Les Rendez-vous de l'énergie sont une initiative nationale portée par le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde (INM). Il s'agit d'une démarche non partisane, ouverte et inclusive qui vise à rassembler les acteurs clés de la société québécoise afin d'assurer la mobilisation et la consultation de la population au sujet de notre dépendance envers le pétrole, et plus largement, au sujet de l'avenir énergétique du Québec. L'information recueillie dans chaque région, suite aux différents événements organisés localement, servira à la préparation d'une consultation provinciale au printemps 2011 pour proposer des pistes d'action et accélérer la transition énergétique du Québec. Le tout s'articulera autour de la question suivante :

**Comment le Québec peut-il diminuer sa consommation de pétrole
et accroître son indépendance énergétique tout en favorisant le
développement économique et social harmonieux de son territoire?**

Un cahier de référence, produit par le RNCREQ en collaboration avec un comité scientifique et un groupe de référence national, présente le contexte et les grands principes de la démarche des Rendez-vous de l'énergie. Il peut-être consulté sur **le site des Rendez-vous de l'énergie** <http://www.rdvenergie.qc.ca/> sous l'onglet *documentation* de la section *description de la démarche*.

... et au Bas-Saint-Laurent

Au Bas-Saint-Laurent, la campagne régionale est coordonnée par le Conseil régional de l'environnement, appuyé par un comité de pilotage réunissant des représentants de la Conférence régionale des éluEs, de la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent et de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial de l'UQAR. Un comité consultatif, composé d'une trentaine d'intervenants de tous les secteurs clés du développement régional, s'est réuni le 20 octobre dernier et soutient activement la démarche.

Liste des participants au forum ouvert

Prénom	Nom de famille	Organisme
Véronique	Alexandre	UQAR-étudiante
Dominic	April	Inconnue
Catherine	Avard	MAPAQ
Heua	Baccam	Cégep de La Pocatière
Luce	Balthazar	Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent
Anne-Marie	Beaudoin	Co-éco
Marise	Bélanger	CLD Rimouski-Neigette
Marc	Bellavance	Énerbois
François	Bergeron	Consultant
Julien	Boucher	CDR Bas-Saint-Laurent/Côte-Nord-Coopérative de solidarité
Jacques	Boucher	Club d'encadrement technique en Acériculture
Youla	Bourgoin	CJBSL
Jérémie	Caron	Malécite de Viger
Jacques	Chauvette	Le Poids Vet de Rimouski-Neigette
René	Cimon	La Coop Fédérée
Michel	Cloutier	Cégep de Rimouski
Geneviève	Constancis	Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent
Annick	Corriveau	Consultante
Ophélie	Couspeyre	Table TCEDD
Gilles	Couture	COOP Énergies des Monts enneigés
Anne-Sophie	Devanne	UQAR
Stéphane	Dion	Transports Québec
Sylvain	Dionne	MDEIE
Marielle	Esclapez	Municipalité de Sayabec
Majed	Fantar	Laboratoire énergie éolienne de l'UQAR
Évariste	Feurtey	UQAR
Daniel	Fillion	Conseil central Bas-Saint-Laurent
Véronic	Francoeur-Castilloux	Centre Spécialisé de Technologie Physique du Québec
Pascal	Gagnon	Canadago Express Inc
Jean-François	Gagnon	Conférence régionale des éluEs du BSL
Yanick	Gendreau	CADUCC
Pierre	Gendron	Raymond Chabot Grant Thornton
François	Gendron	Développement économique La Pocatière
Véronique	Ghysbrecht	Cégep de Rimouski
Steve	Girard	Ville de Matane
François	Gosselin	MRC des Basques
Gilles	Goulet	SADC Rivière-du-Loup
Benjamin	Grégoire	Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent
Gilles	Guimond	Fédération UPA Bas-Saint-Laurent
Emmanuel	Guy	UQAR, Chaire en transport maritime

Marie-Josée	Huot	CLD de la région de Rivière-du-Loup
Adrian	Ilinca	UQAR
Roger	Joannette	MAMROT
Claire	Lafrance	Ville de Rimouski
Jean-Marie	Lafrance	Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges
Marie-Eve	Lagacé	Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent
Suzelle	Lambert	Table de concertation des groupes de femmes du BSL
Lyne	Langlois	Centre femmes de Rimouski
Pierre	Laplante	ATR du Bas-Saint-Laurent
André	Lapointe	Cégep de La Pocatière
Dominic	Lapointe	Réseau d'expertise et de développement en biométhanisation
Chantale	Lavoie	MRC de La Matapédia
Guy	Lavoie	MRC de Kamouraska
Pierre	Le Guédard	MAPAQ
Jean-Guy	Leclerc	ITA, campus de La Pocatière
Catherine	Le-Hir-Roy	Cegep de Rimouski - Formation continue
Guillaume	Lévesque	Productions Vic Pelletier
Karine	Malenfant	Co-éco
Myriam	McCarthy	MRNF du Bas-Saint-Laurent
Michel	Morin	Ville de Rivière-du-Loup
Patrick	Morin	Conseil regional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent
Solange	Morneau	Agrobiopole du Bas-Saint-Laurent
Daniel	Munro	CADUCC
Denis	Paquin	MRNF
Johanne	Parent	Cégep de Rimouski
Jean Claude	Parenteau	UPA Bas-Saint-Laurent
Clotilde	Paulin	Table Jeunesse du Kamouraska
Gaston	Pepin	Fédération UPA Bas-Saint-Laurent
Daniel	Pernot	Laboratoire énergie éolienne de l'UQAR
Denis	Pineault	Conférence régionale des éluEs du BSL
Martin	Poirier	NON à une marée noire dans le Saint-Laurent
Stéphane	Poirier	NON à une marée noire dans le Saint-Laurent
Alexandre	Porlier	Commision jeunesse
André	Proulx	Pétrolia
Mikael	Rioux	MandaTerre
Gaetant	Ruest	Ville d'Amqui
Richard	Séigny	Bombardier Transport - La Pocatière
Karim	St-Pierre	Conférence régionale des éluEs du BSL
Julie	Tardif	Municipalité Val-Brillant
Alain	Tessier	Ville de Rimouski
Ursule	Thériault	Osons l'Osier
Simon	Tremblay	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Julien	Tremblay	UQAR
Andrew	Wake	Coopérative Forestière Haut Plan Vert



Comptes rendus des ateliers

No. de compte-rendu. Sujet

1. Sortons le Québec du nucléaire

Responsable : Gaetan Ruest ing., Maire d'Amqui

ParticipantEs : François Gendron, Daniel Pernet, Myriam McCarthy, Véronique Alexandre

Idées et recommandations :

- La filière nucléaire au Québec (Reconstruction de Gentilly 2 entre autre) engendre des retombées négatives vs la mise en valeur des autres filières d'énergies renouvelables et alternatives pour les régions du Québec tel le BSL (Bas Saint-Laurent). Car nous avons des moyens financiers limités et nous devons faire les meilleurs choix pour l'utilisation de nos deniers publics.
- Nos décideurs dans leur décision d'aller de l'avant avec la reconstruction de Gentilly 2 n'ont pas vérifié l'acceptabilité sociale de ce projet auprès de la population du Québec alors que des sondages récents ont démontré que les Québécois préféraient majoritairement que nous favorisions en tout premier lieu les programmes d'économies d'énergies, puis le développement de nos filières d'énergies renouvelables tel : L'Hydraulique, l'Éolien, la Biomasse, la Géothermie, etc...
- Actuellement plus de 270 municipalités et villes du Québec ont adoptées la résolution : Sortons le Québec du Nucléaire. Celles-ci représentant plus de 700,000 Québécois(e)s. Au BSL ce sont plus de 60% des municipalités bas laurentiennes qui ont adopté celle-ci. J'en suis très fier! L'Objectif visé : Avoir d'ici peu plus de 1 million de Québécois représentés par leur municipalité. Au BSL les villes de Rivière-du-Loup, La Pocatière, Trois-Pistoles, Mont-Joli, Matane et bien entendu Amqui l'instigatrice l'ont adopté. Rimouski ne l'a pas encore fait à ce jour!
- La diversité des sources d'approvisionnement énergétique est un meilleur choix. L'uranium est une ressource épuisable.

2. Sources d'énergie locales

Responsable : Véronic Francoeur-Castilloux

ParticipantEs : Yannick Gendron, René Cimon, Ursule Thériault et François Gosselin

Idées et recommandations :

Autant de notre perspective en tant qu'individu que celle en tant qu'acteur économique, nous percevons une incohérence entre les sources d'énergie locales et l'utilisation qui est faite des fonds disponibles. Surtout pour ce qui est des régions éloignées. Le même phénomène nous apparaît pour les ressources et les infrastructures disponibles.

Les sources d'énergie disponibles :

- Énergie hydroélectrique (projet de mini-centrale refusé par Hydro-Québec). Notons que l'hydroélectricité peut également être considérée comme une source d'énergie éloignée.
- Éolienne (bémol quant à l'empreinte écologique qui peut s'avérer majeure étant donnée la quantité de béton utilisée par MW produit)
- Géothermie (sous-utilisée)
- Solaire (sous-utilisée)
- Biomasse (Il apparaît difficile de mettre en branle les projets. Il faut être prudent que la ressource soit locale pour ne pas que la culture et le transport ne génère plus de gaz à effet de serre qu'elle ne permette d'en économiser. Il est facile de « glisser » et que le projet ne devienne dommageable.)

Les ressources et infrastructures disponibles :

- Quai à eau profonde à Cacouna (pour le transport maritime)
- Réseau de chemin de fer sous-utilisé
- Route 132 vs Autoroute 20

Il est ressorti qu'il y a quelque chose qui nous dépasse concernant les volontés politiques et qu'il est difficile de savoir pourquoi certains projets sont financés et d'autres ne le seront jamais. Il nous semble aussi qu'il existe beaucoup de programmes de financement reliés à la réduction des produits du pétrole qui sont bidons en ce sens qu'ils permettent à certaines institutions de se donner bonne figure et pourtant nous n'avons jamais eu connaissance qu'ils étaient attribués. Finissent-ils par l'être? L'agenda et les priorités des bailleurs de fonds leur appartiennent et il est facile pour eux de n'avoir de compte à rendre à personne. Les relations qui existent entre les politiciens et les entreprises pétrolières n'est plus à démontrer et on se bute à une impasse en tant qu'acteur économique à (relativement) « petit budget » si l'on veut réaliser des projets qui réduisent l'empreinte écologique.

Pourtant, il y a réellement des ressources énergétiques disponibles, surtout en région, et la réalisation de projets qui permettent de les utiliser attirerait une main-d'œuvre jeune et dynamique en région et permettrait de revitaliser l'économie.

Les actions à poser selon nous pour valoriser les sources d'énergie locales :

- Les Rendez-vous de l'énergie nous semblent un excellent moyen de réunir et de mettre en contact des acteurs économiques qui possèdent les moyens et les contacts pour mettre en œuvre leurs intérêts communs. On pourrait même entrevoir la création d'un lobbying qui pourrait agir en tant que contrepoids sur le lobbying du pétrole.
- Les institutions qui ont fait des bons coups quant à une utilisation judicieuse des sources d'énergie (nouveau bâtiment du CSTPQ, utilisation de la biomasse à Amqui, récupération de la chaleur à la Fromagerie des Basques, etc.) ont la responsabilité d'en faire la promotion. Un réseau devrait être créé. Il faudrait comprendre qu'est-ce qui fait d'un projet un projet à succès.
- Une prise de conscience collective doit être faite. Il nous apparaît que malgré la popularité des énergies vertes, il y a une tendance généralisée au Québec qui se résumerait par : « Oui. Mais pas chez nous. » Il faut clarifier, pour un petit pourcentage de la population qui crie haut et fort quand les projets se réalisent dans leur environnement, que l'utilisation des sources d'énergie locales vont nécessairement impliquer une perturbation locale de l'écosystème mais que c'est l'environnement dans son ensemble qui est menacé quand on utilise les sources d'énergie éloignées.
- Des sources de financement à grande échelle sont nécessaires pour l'utilisation de sources d'énergie comme la géothermie, l'éolien et l'hydroélectricité et pour cela, la collectivité est dépendante des grands bailleurs de fonds. Une mobilisation collective est nécessaire et elle nous semble tout de même amorcée.

3. Motorisation électrique au Québec

Responsable : Daniel Munro

ParticipantEs : Sylvain Dion, Alexandre Porlier, André Lapointe, Véronique Ghysberecht, Claire Lafrance

Idées et recommandations :

Considérant que le domaine de la motorisation électrique est en plein essor et que les changements technologiques sont rapides, nous recommandons d'appuyer la diffusion d'information sur les technologies actuelles, leurs forces leurs faiblesses et leurs impacts afin de :

1. Permettre à une plus grande proportion des gens de diriger adéquatement leurs efforts de consommation responsable
2. Diriger la politique d'achat des flottes de véhicules gouvernementaux dans les directions les plus intéressantes et non celles qui paraissent bien aux yeux des gens non informés.
3. Défaire les trop nombreux mythes au sujet des voitures de demain
4. Faire connaître la force de l'innovation québécoise et la qualité des découvertes de nos chercheurs dans ce domaine technologique (ex : le moteur roue, les batteries au nanotitanate de lithium, etc)
5. Comprendre de quelle façon et à quel point le Québec se prête bien à ce type de motorisation et sera gagnant à tout point de vue à l'adopter.

4. Acériculture et énergie

Responsable : Jacques Boucher

ParticipantEs : Geneviève Constancis, M. Gilles Guimond, M. Francois Gendron, Comptable agréé Grant Thornton.

Idées et recommandations : Le BSL est la deuxième région acéricole du Québec

- Nous avons en production 7,5 millions d'entailles pour une moyenne de 2,5 lb de sirop par entaille.
- Nos entreprises ont la particularité d'être de fortes tailles. Nous possédons le plus gros volume d'entreprises de fortes tailles du Québec (entreprises de plus de 20,000 entailles)
- Nous consommons au-delà de 3 000 000 de litres d'huile par année.
- La dimension des entreprises fait qu'il devient impossible d'utiliser la bille de bois de chauffage comme combustible. Plus de 99% des entreprises utilisent l'huile à chauffage.
- La biomasse forestière n'est pas adaptée aux évaporateurs; humidité, volume d'entreposage pour consommation en un mois. Etc.
- L'utilisation de la granule devient intéressante puisque constante avec un faible taux d'humidité.
- Au BSL on ne produit pas encore de granule.
- Autre caractéristique, notre agriculture est en déclin. Utiliser des terres en friches pour la production de graminées, le Panic Érigé devient une alternative.
- Dans un circuit court ou l'agriculteur et l'acériculteur sont conjointement impliqués il est possible d'obtenir un juste prix pour chacun. L'économie locale peut ainsi se développer. On évite aussi la disparition de terres agricoles par un reboisement intensif. De plus nous conservons nos paysages humanisés.
- La Coopérative Forestière Haut Plan vert, le Club de Gestion des sols et le Club d'encadrement technique en acériculture travaillent présentement à la mise sur pied de ce circuit court au Témiscouata.
- Tout support est le bien venu, autant dans les méthodes de mise en place du circuit court, autant dans la méthode d'approche pour impliquer les producteurs acéricoles et agricoles ainsi que nos décideurs locaux. Votre participation à nos tables de travail est souhaitée.
- Vous êtes les bienvenues Vendredi prochain le 26 novembre à Ville Dégelis pour une après-midi sur la nouvelle énergie le panic érigé. Présentation du développement du circuit court.

Jacques Boucher
Club d'encadrement technique en acériculture
418 779 2407

5. Aménagement des villes et villages

Responsable : Marielle Esclapez

ParticipantEs : Roger Joannette, Chantale Lavoie, Simon Tremblay, Daniel Fillion, Denis Pineault, Michel Cloutier, Anne-Marie Beaudoin

Idées et recommandations :

- Favoriser le transport actif et donner les facilités (douches, stationnement pour cyclistes) chez les employeurs.
- Problème : développement des périphéries (de village ou des villes). Meilleure réglementation d'urbanisme pour un meilleur contrôle.
- Inclure les coûts environnementaux dans les services fournis par les municipalités. Évaluation coût-bénéfice du développement.
- Crainte des promoteurs qui imposent leurs choix (localisation, type de développement)
- Formation pour les élus, sensibilisation aux conséquences des choix d'aménagement.
- Utiliser des comités de développement durable et de CCU pour orienter le développement des villes et villages.
- Principe de l'utilisateur-payeur.
- On pense au développement futur, mais on gère au jour le jour.
- S'inspirer de ce qui se passe en Europe (Finlande pour les modes de taxation, France pour la production et l'achat local)
- Améliorer l'attrait des villages, améliorer des espaces conviviaux.
- Responsabiliser tout le monde (élus, citoyens, employeurs, etc.) pour maximiser le développement
- Problème du coût élevé des propriétés dans les centres villes, comparativement à la périphérie.
- Occupation active du territoire.
- Changer les façons de faire des autorités, augmenter la densité des usages, mieux contrôler l'étalement.

6. Microproduction et énergies renouvelables : mythe ou réalité - Comment valoriser les ressources energetiques locales

Responsable : Dominique Lapointe et Evariste Feurtey

ParticipantEs : Solange Morneau, Andre Proulx, Jeremie Caron, Heua Baccam, Jean-Guy Leclerc, Julien Boucher, Alain Tessier, Gilles Couture, Adrew Wake, Steve Girard, Julie Tardiff, Mickael Rioux, Francis Bergeron et les 2 auteurs des ateliers

Idées et recommandations :

- Utiliser des projets structurants qui ne devraient pas se faire (Ex : autoroute 20) qui coutent des milliards et dont l'argent pourrait servir à d'autres projets plus intéressants dans les ER.
- Réaliser un portrait de la consommation du mazout de la part des différents joueurs importants afin d'identifier les besoins et voir à les combler par un plan de coordination régionale.
- La ressource de la biomasse a été identifiée au BSL comme une ressource d'avenir au potentiel immense sous exploitée pour la production de chaleur et de chauffage des bâtiments, et, notamment, des ou de plusieurs bâtiments institutionnels. Il est important que les municipalités ou les MRC soit un levier de développement à cet égard, que ce soit sur leur propre bâtiment ou pour financer des projets autres. Utiliser l'outil des régies intermunicipales pour développer les nouvelles énergies localement comme en France.
- Maitriser les différentes technologies pour être compétitif face aux autres sources d'énergie. Créer un avantage collectif pour les producteurs d'énergies mais aussi pour les entreprises de transformation qui vont utiliser cette énergie.
- Développer la production en serre avec la production de chaleur (biomasse)
- Importance de prendre en compte et maintenir l'acceptabilité sociale
- Embuches
 - o Règlementaires (ex : contraintes utilisation de biomasse pour chauffage)
 - o Appels d'offres pour l'éolien
 - o Facilité du pétrole (paradigme des faibles couts du pétrole et facilité de son utilisation)
- L'atelier se questionne sur comment développer l'éolien : attente du rapport d'Expert de la commission Normandeau.
- Villes mono-industrielles doivent se réinventer car souvent dépendantes au pétrole. Exemple de l'Europe ou ce type de communauté va avoir un approvisionnement local à la biomasse. Réinventer les façons de faire.
- Existe de nouvelles technologies mais à cause faibles coûts de pétrole, celles-ci sont souvent difficiles à rentabiliser
- Le gouvernement et les municipalités doivent prendre des risques. Ex. Amqui-biomasse;
- L'éolien communautaire
 - o Échec de développement car manque de temps de réflexion pour structurer
 - o Créer des guerres de clochers
 - o HQ ne croyait pas à cette filière, est-ce que le modèle de développement privé est le bon? Le territoire apparait laisser en pâture aux développeurs privés. Manque de structuration par les gouvernements, manques de capacité des communautés pour se structurer et accueillir ces projets

- Réduire la période entre la phase projet et la production
- Réfléchir au mode tarifaire, garantir les prix ou non?
- Le modèle coopératif est une des solutions pour donner une structure aux communautés.
- Beaucoup d'énergie gaspillée dans les communautés où les projets ne sont pas acceptés
- Développer les énergies renouvelables à partir d'un territoire ou encore développer un territoire à partir des énergies renouvelables.
- Ne pas faire adéquation entre biomasse et poêle à bois
- Faire le bilan énergétique des consommateurs par municipalité pour offrir des solutions adaptées
- Quelle est la valeur d'être maître de sa production énergétique? Ex. De Cow Power au Vermont avec production d'électricité à partir de biométhanisation à la ferme. Quel mode de propriété est le plus adéquat pour chaque milieu pour maîtriser et prévoir sa production et ses coûts d'énergies.
- Trouver de l'argent sur les marchés de capital de risque, se structurer soi-même, croire en son projet et à sa valeur, ne pas attendre après les gouvernements pour se structurer.
- Utiliser ces projets comme levier de développement d'expertises locales
- Il est nécessaire d'associer les collectivités au développement, ceux-ci ne pourront pas se faire sans elles.

7. Choix des terres pour les cultures énergétiques

Responsable : Catherine Avard

ParticipantEs : aucun, mais j'ai pris des notes sur le sujet dans d'autres ateliers

Idées et recommandations :

Il existe une importante banque de terres dans le Bas-St-Laurent qui seraient propices aux cultures énergétiques. Les exploiter est une bonne idée pour réduire la dépendance au pétrole, en particulier pour le chauffage. Par contre il faut le faire prudemment et intelligemment.

Les terres agricoles sont une ressource plus ou moins renouvelable, comparable à l'eau potable. Si on les détruit par une mauvaise utilisation (fertilisation inadéquate, épuisement, plantations,...), elles seront inutilisables non seulement pour les cultures alimentaires mais aussi pour les cultures énergétiques futures. Un développement intelligent doit prendre en considération la ressource SOL qui n'est pas inépuisable.

À partir de la banque de terres en friches (30 000 ha dans le BSL), il faudrait les caractériser pour déterminer quelle proportion offre un réel potentiel de remise en culture. On peut les classifier selon la facilité de remise en culture et le coût pour l'implantation des différentes cultures énergétiques. Le MAPAQ a un rôle important à jouer (voir initiatives d'autres directions régionales). Les terres sont un bien collectif qu'il ne faut pas laisser entre les mains d'industriels privés.

Les subventions qui existent dans le domaine forestier pour le reboisement devraient être transposées au milieu agricole pour encourager la remise en culture. Pour le moment, c'est plus intéressant financièrement pour les propriétaires terriens de reboiser en épinette ou peuplier hybride que toute autre culture. Les groupements forestiers offrent un service clé en main de plantation et d'entretien. Pourquoi ne pas offrir sur notre territoire le même service pour des cultures énergétiques? Il faut offrir plus de choix aux propriétaires. Éventuellement, il pourrait même y avoir des services clé en main pour la remise en culture avec des cultures alimentaires en circuits courts sur les terres qui ont le plus de potentiel de production.

Il faudrait cependant prioriser les cultures à rotation courte par rapport à celles qui sont implantées pour de nombreuses années. Les cultures à rotation courte permettent de conserver le paysage humanisé agricole ouvert, ce que la plantation d'arbres ne permet pas. C'est ce paysage qui détermine l'identité des communautés rurales agricoles. Les rotations courtes ont aussi l'avantage de pouvoir remettre les terres en culture plus facilement.

Les essais sont encore à leurs débuts pour déterminer le rendement des plantes énergétiques sur les terres en friche. Si elles sont en friche, c'est justement parce qu'elles offrent de moins bonnes conditions de culture (ph, drainage, roches,...). Il faut développer des variétés adaptées à nos conditions.

8. Biocarburants

Responsable : Michel Morin

ParticipantEs : Michel Morin, Pascal Gagnon, Emmanuel Guy, Gaston Pépin, Marc Bellavance

Idées et recommandations :

- Le maritime est un grand utilisateur de diesel qui pourrait être remplacé par du biodiesel
 - o Ils paient moins de taxes sur le diesel
 - o De nouvelles normes sont à venir pour diminuer les émissions de soufre
- Biomasse forestière
 - o Culture énergétique potentielle sur 30000 hectares de terres en friche au BSL
 - Peut donner 450000 tonnes métriques anhydres de biomasse par année
 - Représentent une production annuelle de 150 millions de litres de combustible
 - 40 hectares divisés en 3 lots de 13 hectares plantés à chaque année rapporteront 585 tonnes métriques anhydre à 50\$étonne métriques anhydre rapporteront 29250\$ é année au producteur
 - Développer un stock stratégique de 5000 hectares de saule planté sur un territoire dans un rayon de 100km
 - Déterminer la meilleure valeur ajoutée de transformation de cette biomasse en combustible pour remplacer le mazout, en bioéthanol pour remplacer l'essence ou en remplacement de colles provenant de produits pétroliers notamment dans la colle pour le bois.
 - Aide financière des gouvernements aux producteurs pour supporter la période de première plantation jusqu'à la première récolte dans 3 ou 4 ans.
 - o Grand potentiel de 70 000 tonnes métriques anhydres de biomasse forestière de résidus forestiers au BSL provenant des éclaircies commerciales
 - o Créer une chaîne de valeur entre producteurs, transformateur et transporteur et utilisateur pour assurer leur synergie et la garantie des quantités
 - Des programmes de subvention existent pour transformer des chaudières au mazout pour fonctionner à la biomasse
 - Les copeaux à 30% d'humidité brûlent bien dans les grosses chaudières à la biomasse
 - Les résidus de biomasse à 15% d'humidité brûlent mieux que les humides
 - Les granules à 7% d'humidité sont plus coûteuses à produire mais sont plus faciles à utiliser dans les petites chaudières à la biomasse.
 - 3 ou 4 chaînes de valeur pourraient être créées dans le BSL dans des rayons de 100km
 - Impliquer les collectivités (municipalités) comme investisseurs et utilisateurs dans les chaînes de valeur
- Chaque 1000 tonnes de matières résiduelles organiques (déchets de table) peut produire environ 100 000 mètres cubes de biométhane qui peut remplacer 10 000 litres de diesel ou d'essence.

- Le potentiel de diesel ou d'essence remplacé au total au BSL peut être calculé à partir du nombre de kilogrammes de matières résiduelles organiques produites par personne x la population du BSL.
 - Le nombre moyen au Québec de kilogrammes de matières résiduelles organiques produites par personne disponible sur le site internet de Recyc-Québec
- Une tonne de gras d'abattoir, de résidus de trappes à graisse ou d'huile comestible usée peut produire une tonne de biodiesel par transestérification.
 - Dans la région de Rivière-du-Loup, Asta, Viandes DuBreton et Groupe CNP peuvent produire 10 000 tonnes de gras qui pourrait être transformé en 10 000 tonnes de biodiesel qui pourrait remplacer 10 000 tonnes de diesel.
 - Le potentiel du BSL est donc important quand on calcule tout le gras d'abattoir, de résidus de trappes à graisse ou d'huile comestible usée

9. Transport collectif

Responsable : Karim St-Pierre, Lyne Langlois, Clotilde Paulin

ParticipantEs : Karim St-Pierre, Lyne Langlois, Clotilde Paulin, Johanne Parent, Martin Poirier, Stéphane Poirier, Guy Lavoie et 8 autres personnes

Idées et recommandations :

Nous rapportons ici les idées, questions et propositions des participants en les classant en deux catégories :

A) État de la situation

- Problèmes d'accessibilité;
- Cercle vicieux : l'œuf ou la poule, service n'est pas adapté donc les gens ne l'utilisent pas et par conséquent, le service ne s'améliore pas;
- Dans certaines MRC, il faut réserver à l'avance et combiner plusieurs types de services, cela devient abstrait pour les citoyens;
- À Rivière-du-Loup, il y a eu une initiative de Taxibus qui n'a pas fonctionné;
- Dans Kamouraska, il y a un système de transport en commun qui n'est pas très utilisé;
- On constate la culture du « juste à temps » en conséquence, les gens ont de la difficulté à s'adapter à un horaire différent du leur;
- Comment cela se passe-t-il ailleurs dans le monde? Selon Karim, ailleurs au Canada, il n'y a aucun exemple connu de transport collectif rural. En France, il existe des mesures fiscales offertes aux entreprises qui déboursent une partie du transport en commun de leurs employés;
- Il est difficile de concilier jeune famille et transport collectif;
- Le train est sous-utilisé au Québec et les autobus électriques;
- Le transport collectif n'est pas inscrit dans la culture de l'Amérique du Nord;
- Il existe des lobbys contre le transport collectif (ex. compagnies pétrolières, chauffeurs de taxi);
- À Rimouski, problèmes de stationnement.

B) Pistes de solution

- Plan de communication et publicité;
- Évaluation des besoins des utilisateurs;
- Mettre en place des incitatifs coercitifs et positifs (ex. parcomètres plus chers, transport gratuit la première année, politique d'accueil aux nouveaux arrivants – billets gratuits);
- Service doit être attrayant, le choix des véhicules est très important. Les utilisateurs ne veulent être associés au transport adapté;
- Cibler des clientèles spécifiques (projets à plus petite échelle, ex. pour les étudiants, pour les personnes âgées, pour les travailleurs d'un endroit spécifique);

- Il faudrait des ambassadeurs dans chaque communauté pour donner l'exemple et créer un mouvement de masse;
- En milieu rural, le covoiturage est peut-être plus pertinent (exemple positif à Rivière-du-Loup);
- Les entreprises et institutions doivent participer afin de déterminer les besoins de leur clientèle et afin de mettre un frein à l'utilisation de la voiture;
- Convaincre les gens d'au moins essayer le transport collectif pour recueillir leurs commentaires;
- Il faudrait vision globale nationale, une volonté politique claire;
- Élaborer un cocktail transport comme celui d'Équiterre mais adapté au milieu rural.

10. Lumière de circulation versus carrefour giratoire

Responsable : André Lapointe

ParticipantEs : Stéphane Dion, Gilles Goulet et Ursule Thériault

Idées et recommandations : L'idée est d'augmenter la fluidité de la circulation. Ceci permettra de réduire la consommation d'essence. L'implantation de carrefour permettra de ne pas perturber la circulation lors d'une panne électrique. Le feu de circulation incite plusieurs à accélérer au feu jaune pour ne pas attendre au feu rouge. Plusieurs accidents sont causés par cette pratique. Il y a une perte de temps colossale au feu rouge. Naturellement, il faudra modifier les habitudes et éduquer les gens au principe du carrefour.

11. Prolongement de l'autoroute 20

Responsable : Mikael Rioux

ParticipantEs : Jean-Marie Lafrance (maire Notre-Dame-des-Neige), Jérémie Caron (Malécite de Viger) Mikael Rioux (MandaTerre)

Idées et recommandations : Transférer les sommes investies dans ce projet dans des projets alternatifs qui serviront à se sortir de la dépendance des énergies fossiles.

Points économiques : Un milliard de dollars est l'investissement requis pour le prolongement entre Cacouna et le Bic (1000 projets à un million pour le BSL). Seulement le pont qui enjambe la rivière Trois-Pistoles, c'est 90 millions. De plus, il n'y a pas de trafic et il n'est pas essentiel d'investir autant pour un deuxième. Est-ce une conséquence du lobbying de la construction? Risque de dépassement de coût, par exemple, la 175 dans le Parc des Laurentides est passé de 500 millions à 1,1 milliard de dollars en l'espace d'environ 5 ans. L'alternative aurait pu être d'améliorer la 132 existante au lieu de construire une autre route parallèle. Les frais liés à l'entretien de deux routes sont maintenant nécessaire. J'entends ici le déneigement et la réparation, par exemple.

Les impacts négatifs : Emplois temporaires, impact sur le paysage, destruction de terres agricoles, captage de l'eau, tourbière, migration des animaux, terres boisés en diminution, gaz à effet de serre, impact négatif pour les villages en ce qui attrait au tourisme, etc. Tous ces impacts ne sont pas pris en considération dans le coût total du projet.

BAPE 2001 : Rimouski, lobby Chambre de commerce... mauvaise compréhension de leur part quant à la rentabilité de la construction d'autoroute. Prise en compte seulement des impacts économiques positifs à court terme. Les études démontrent que la construction de ces autoroutes mène à une fuite des capitaux vers les grands centres (tourisme, achats locaux, etc.) plutôt qu'à une consolidation de nos économies régionales.

12. Transport des matières résiduelles

Responsable : Karine Malenfant

ParticipantEs : Heua Baccam, Marie-Josée Huot, Poids vert de Rimouski, Hôpital de Matane, Cégep de Rimouski, André Lapointe

Idées et recommandations :

Points majeurs :

Réduction à la source autant au niveau citoyen que ICI (Industries, Commerces, Institutions)

Combinaison local – régional pour les lieux de traitement

Privilégier la valorisation locale des matières organiques (circuits courts)

Revoir la collecte – réduction de la fréquence de la collecte

En vrac :

- Déchets nucléaire : cherche la « poubelle » du Canada (entre le NB, le QC et Ontario) pour l'entreposage des déchets nucléaire. Si c'est le NB toutes les matières passeront sur les routes du QC. Pas mieux si on les transporte sur le fleuve vers la Suède
- Synergie des matières des industries : les opportunités ne sont pas si élevées parce que petit milieu, mais ça vaut quand même la peine de faire quelque chose
- Les municipalités auront des choix à faire : traitement sur place ou envoyer les matières dans un lieu de traitement centralisé
- Tenir compte des volumes disponibles dans le choix des technologies
- Établir un principe de pollueur – payeur
- Beaucoup de sensibilisation à faire
- Établir des limites de km pour aller enfouir ou pour traiter les matières
- Faire des choix citoyen – choix des matières – faire des pressions pour réduire l'emballage – revoir les emballages (ex. : styromousse)

13. Alimentation locale

Responsable : Clotilde Paulin

ParticipantEs : Yanick Gendreau, Suzelle Lambert, Lyne Langlois, Claire Lafrance, Marielle Esclapez, Catherine, Anne-Marie, Gilles Goulet

Idées et recommandations :

Les commentaires des participants sont rapportés ici sous deux catégories

État des lieux

- Aliments parcourent de grandes distances
- Plusieurs initiatives de mise en marché locales existent mais ne fonctionnent pas toujours bien (ex. Paniers d'Ici à Rimouski ne fonctionne pas bien)
- De plus en plus de marchés publics
- De plus en plus de paniers bios
- C'est parfois contraignant pour les consommateurs (restrictions de temps, de points de chute)
- Les citoyens ne sont peut-être pas prêts à consommer avec les saisons
- L'alimentation est souvent un achat impulsif
- La chaîne GP, qui n'existe plus, avait une bonne politique d'achat local
- Les grandes chaînes n'encouragent pas beaucoup l'achat local, mais ça s'améliore
- Si on payait les produits en fonction de la valeur du transport, les aliments de Chine seraient plus chers.
- Souvent les aliments produits en régions vont à Montréal et reviennent en région
- Il est mentionné que les Marchés publics ont parfois du mal à recruter suffisamment de producteurs
- Certaines subventions nuisent aux petits producteurs et à l'agriculture ailleurs dans le monde
- Quelques multinationales contrôlent presque toute la chaîne alimentaire
- Les consommateurs ne sont pas suffisamment informés sur la réalité de la production alimentaire au Québec

Pistes de solutions

- Il est nécessaire d'améliorer l'accessibilité
- Il faut augmenter les moyens de communication, de sensibilisation
- Les grandes chaînes pourraient améliorer leurs politiques d'achat local
- Un étiquetage de la distance parcourue par les aliments frais pourrait être mis en place!
- Il faudrait regrouper l'offre locale pour les grandes chaînes (car sinon c'est trop de gestion, chaque petit producteur avec chaque grande chaîne)
- Il faudrait aussi valoriser les petits commerces indépendants qui ont moins de contrainte que les grandes chaînes au niveau de leurs achats
- Le Dépanneur de Mont-Carmel au Kamouraska est cité en exemple (c'est un petit commerce créatif et innovateur qui devrait inspirer tous les petits dépanneurs de villages)

- L'alimentation locale devrait être considérée comme un service de proximité au niveau politique tout comme la santé)
- Il faut que les marchés publics soient plus invitants pour les producteurs (par exemple en se partageant les heures de permanence)
- Certains exemples de mise en marché varié au même endroit sont cités. Par exemple faire au même endroit un point de chute de paniers bio ET un marché public ET un marché de solidarité régionale
- L'alimentation locale devrait devenir la norme
- Il est nécessaire de combattre les préjugés (local et bio trop cher ou moins beau)
- Créer des abattoirs de proximité

14. Développement centre de valorisation de la biomasse agroforestière

Responsable : Denis Pineault

ParticipantEs : Marise Bélanger, Pierre Gagnon, François Bergeron, Gaétan Ruest, Denis Paquin, Marc Bellavance, Pierre Lavoie

Idées et recommandations :

- Structurer et organiser le développement de l'offre de biomasse pour sécuriser les approvisionnements auprès des clients potentiels.
- Incitatifs financiers de l'état pour la mise en place de projet dans nos institutions publiques qui sont au chauffage mazout.
- Créer une concertation entre les offrants et les acheteurs afin de consolider la mise en place de la filière.
- Structurant pour le milieu rural. (emploi, circuit court de transport, valorisation des résidus agroforestiers...)
- Avoir une synergie entre les programmes d'aide pour faciliter la transition vers les types de chauffage moins polluants.

15. Le développement des hydrocarbures au Québec et l'électrification des transports au Québec

Responsable : Stéphane Poirier

ParticipantEs : Martin Poirier, Évariste Fleury, Stéphane Dion et Daniel Munro

Idées et recommandations :

Depuis près d'une décennie, le peuple québécois est confronté à une multitude de projets énergétiques controversés : les minis-centrales hydroélectriques privées, les projets des centrales thermiques comme celles du Suroît et de Bécancour, le développement éolien anarchique, la réfection de Gentilly-2, les mégas projets hydroélectriques comme celui de la Romaine, les projets de port méthanier de Cacouna et de Lévis, le « far west » minier encadré par la fameuse Loi sur les mines et maintenant, les gaz de schistes et les forages gaziers et pétroliers dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent.

Le Québec doit opter pour une stratégie énergétique viable et axée sur les énergies renouvelables avant de s'orienter dans un développement énergétique non durable et dangereux sur les plans économiques et environnementaux comme celui des hydrocarbures. Les revenus générés par les industries renouvelables comme celui de la pêche et du tourisme sont de l'ordre de 125 millions de dollars par année uniquement aux Îles de la Madeleine et de plus de 800 millions de dollars au sein de l'ensemble du Golfe du Saint-Laurent. Présentement, les compagnies pétrolières sont tenues de compenser un faible montant de 40 millions de dollars en cas d'incident majeur en vertu des présentes lois canadiennes. Plusieurs données étatsuniennes nous confirment que pour chaque prélèvement de 1000 barils de pétrole, il y a un baril, en moyenne, qui sera déversé dans la mer. Donc, si on exploite les hydrocarbures au sein du gisement Old Harry (plus de 2 milliards de barils de pétrole et des trillions de pied cubes de gaz naturel), situé en plein cœur du Golfe du Saint-Laurent et à 80 km des Îles de la Madeleine, il y aura nécessairement un déversement de l'ordre de 2 millions de barils de pétrole sur une période de 20 à 30 ans (en fonction de la durée éventuelle de cette exploitation). De plus, le cadre de développement qui est proposé par le gouvernement est aucunement orienter vers un enrichissement des collectivités, mais plutôt orienté par et pour les entreprises privées étrangères. Donc, un cadre qui résulte d'une idéologie anarcho-capitaliste. La fameuse loi sur les mines témoigne bien de cette réalité où nous privatisons les profits et nous socialisons les pertes économiques et environnementales. L'idée est d'opter pour un moratoire immédiat sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures (hydrocarbures en milieu marin au du Saint-Laurent et hydrocarbures en milieu terrestre ((gaz de schiste et pétrole)) au Québec). La coalition Saint-Laurent et l'ensemble des citoyens des provinces maritimes commencent à réaliser l'importance d'adopter un moratoire afin de que les gens soient informés convenablement sur les enjeux des énergies fossiles à exploiter dans le Golfe et qu'ils puissent pouvoir décider collectivement de leur avenir social, économique et environnemental.

Le désir d'opter pour l'électrification des transports à l'aide du projet révolutionnaire de l'ingénieur québécois Pierre Couture apparaît comme la meilleure solution sur le plan national. Le projet consisterait à raccorder, dans un premier temps Montréal-Québec avec des monorails suspendus alimentés à l'aide de 16 moteurs-roues. Le projet serait vraisemblablement beaucoup moins couteux

qu'un TGV étant donné les grands avantages techniques de ce système. La FTQ a évalué le coût de ce projet à 3 milliards de dollars. Le Québec a toutes les ressources nécessaires afin de réaliser ce projet innovateur. On parle d'importants surplus énergétiques étalés sur 20 ans. Donc, nous pourrions prendre ce surplus et investir massivement dans cette nouvelle demande d'électricité que nécessiterait la mise sur pied du Trens-Québec. Le Québec a une chance exceptionnelle de se libérer des énergies fossiles d'ici 40 ans. En effet, plus de 50 % de nos approvisionnements énergétiques sont de source renouvelable ! Nous avons effectué de sages investissements dans l'hydroélectricité en nationalisant cette énergie lors des années soixante. Nous devons maintenant tout faire en notre pouvoir citoyen afin de poursuivre ce processus de nationalisation de nos ressources naturelles. Donc, en guise de conclusion, les changements climatiques et le pic pétrolier sont et seront au rendez-vous et nous devons être prêt et apte collectivement à cette rencontre mémorable et déterminante pour l'histoire de l'humanité et de la biosphère.

16. Choix judicieux de véhicules

Responsable : Sylvain Dionne

ParticipantEs : Julie Tardif, Gilles Couture

Idées et recommandations :

Les innovations de ruptures sont rares. L'industrie de l'automobile est conservatrice et ne fait que des innovations incrémentales et basée sur la mise en marche de leurs produits. Les fabricants n'ont ni raison ni intérêt à diminuer la consommation d'essence. Les consommateurs analysent très peu leur besoins et sont trop influencés par la publicité. La voiture électrique arrivera surement d'un pays immergent et a moyen terme. La voiture hybride représente une solution à empreinte écologique non efficace.

Les moteur a essence fonctionne a raison d'un ratio de 14 :1 c'est à dire 14 gouttes d'air pour une goutte d'essence. L'essence, quant à elle donne 34500 kilo joules au litre. 1 litre d'essence produit 53 chevaux-vapeur durant 15 min. La consommation d'essence est donc directement reliée à la puissance du moteur.

Les limites de vitesses sur la 20, la 132, le boulevard et en ville sont de 100, 90, 70 et 50 km/hr comme en 1985. Pourquoi en 1985, le guide de l'auto de Jacques Duval comptait 5 véhicules de 300 ch ou plus. Le même guide de 2010 en compte.....173!

Les gens avaient des Honda Accord de 100 ch en 1985, ils remorquaient leur roulotte de camping avec des pick-up de 180 ch et les policiers avaient des véhicules banalysés de 200 ch. Pourquoi en 2010 avons-nous besoins d'un Accord de 200 ch, d'un pick-up de 350 ch et de voitures de police banalysées de 300 ch?

En fait, nous n'en avons pas besoins mais on se fait prendre au piège.

Vivement l'essence à 3 dollars le litre pour que le Québécois retrouve la lucidité qui lui permettra de faire les bon choix.

17. L'intercoopération pour les agents de développements et les projets d'efficacité énergétiques et de production énergétique renouvelables

Responsable : Julien Boucher (CDR)

ParticipantEs : Véronic Francoeur-Castilloux (CSTPQ), Dominic Lapointe (REBD), Julien Boucher (CDR)

Idées et recommandations :

Il s'agit de travailler tous ensemble à l'échelle de notre territoire et de nos domaines de travail et d'intervention : un même domaine ENR peut et doit regrouper différents professionnels depuis la production de matières premières jusqu'à la consommation finale. Il s'agit de dégager des synergies pour faciliter les différentes étapes des projets.

Il est important de rapprocher et de décloisonner les points de vue. Les différentes parties prenantes ont différentes approches qui ne sont pas nécessairement irréconciliable : les entrepreneurs ne sont pas uniquement intéressés par l'économie et les écologistes ne sont pas uniquement intéressés par l'environnement : les compromis doivent émerger. L'aspect social également doit être mis de l'avant dans chacun des projets.

Plus spécifiquement, Véronic nous parle du nouveau créneau efficacité énergétique du CSTPQ et de son nouveau bâtiment écoénergétique qui regroupe beaucoup de technologies en efficacité énergétique. Les deux autres participants ne connaissaient pas l'existence de ces bâtiments modèles: la communication entre les différents projets est donc limitée.

Proposition 1 : Développer une structure ou un espace d'échange pour les différents projets et porteur de projets. Il s'agit de diffuser l'information et les bons coups régionaux : le partage des connaissances est important

Proposition 2 : faire une carte des différents projets en place sur le territoire.

Proposition 3 : faire un événement, une grande messe par année pour diffuser l'information et faire la promotion de nos activités.

Dominic parle du réseau d'expertise de Rivière-du-Loup sur la Biométhanisation et du même modèle à Amqui sur la biomasse forestière. Ces modèles devraient être mis en place à l'échelle de la région. Objectif: faire du BSL un leader provincial pour les ENR au sens large en s'appuyant sur ses forces.

Plus globalement, il est dit que la plupart des entrepreneurs ou des porteurs de projets se regardent et se perçoivent comme des concurrents. Il apparaît important de se percevoir aussi comme des partenaires pour faire avancer les projets. En travaillant de concert, il devient possible de faire avancer tout le monde.

Finalement, les participants évoquent de nombreuses possibilités d'intercoopération au sein de leurs projets respectifs.

Proposition 4 : importance de relier les projets entre eux de la production jusqu'à la consommation. Il s'agit de prendre en compte autant le besoin que le potentiel local de production d'énergies renouvelables.

18. Automobile, aménagement urbain, développement durable

Responsable : Alain Tessier

ParticipantEs : Karim St-Pierre, Simon Tremblay, Roger Joannette, François Gendron, Michel Cloutier, Alexandre Clément

Idées et recommandations :

Question de base : l'automobile est-elle compatible avec un aménagement urbain de qualité dans une perspective de développement durable.

- Implantation d'un transport en commun nécessite une participation monétaire de partenaires, une densité minimale et une association avec les principaux employeurs;
- De l'avis de certains, la génération montante n'est pas prête à laisser la voiture (l'effort n'est pas valorisé);
- Favoriser l'émergence de leaders en matière de transport actif pouvant proposer des «cocktails de transport»;
- L'implantation de service de proximité contribue à réduire les déplacements;
- Valoriser des mesures de soutien afin d'inciter les employés à prendre leur pause du midi à l'intérieur du milieu (autres équipements : garderie, salle à manger, salle de conditionnement, etc.);
- Selon un participant, il faut envisager des mesures coercitives pour décourager l'utilisation de la voiture solo;
- Favoriser le retour des travailleurs dans les quartiers résidentiels centraux à proximité des pôles d'emplois;
- Proposer une intermodalité entre les milieux urbains et ruraux en matière de transport collectif;

19. Quelles sont les conditions de base pour une solution à long terme et l'énergie éolienne à haute altitude

Responsable : Pascal Gagnon

ParticipantEs : Myriam McCarty, Michel Morin, Chantale Lavoie, Pascal Gagnon, Dominic April

Idées et recommandations :

Un article plus complet sera envoyé à l'organisation lundi prochain.

Quelles sont les conditions de base pour une solution à long terme?

- Rapport de l'énergie produite sur l'énergie investie important, plus élevé que 1 pour 5 (énergie nette)
- Capacité d'une mise à l'échelle rapide au niveau mondial;
- Ne bénéficie d'aucunes subventions ou tarifs avantageux pour l'opération (crédit d'impôts, rabais fiscal, crédit carbone, tarif électrique plus élevé)
- Idéalement, produit de l'électricité en grande quantité pour un transport de masse électrifié;
- Idéalement, des solutions pour la machinerie agricole et de construction même si ce n'est pas rentable au niveau énergétique;
- Idéalement, bloquer tout investissement majeur dans les routes et rediriger l'argent vers les trains pour marchandises et passagers;
- Les solutions ne doivent pas avoir un impact important sur la faune ou la flore ou le système nutritionnel (comme l'éthanol à partir du maïs);
- Acceptabilité sociale du projet, ex. impact visuel et auditif d'un projet est plus important pour certain que l'impact sur la faune;
- Pour assurer une « croissance économique harmonieuse » le coût de l'énergie doit être bas.

Énergie éolienne en haute altitude

Le développement actuel de l'énergie éolienne est limité par certains facteurs.

- Au niveau économique, les tarifs avantageux rendent cette technologie rentable même si elle ne l'est pas;
- La hauteur des éoliennes est limitée par le fait qu'elles doivent être soutenues par des bases et des tours de grande dimension;
- Les problématiques de jours sans production est important et limite la quantité d'énergie produite à 10% de la puissance conventionnelle installée;
- Les systèmes « smart grid » installés en Europe ne sont pas aussi intelligent que prévu car personne ne prend réellement en compte l'ensemble des limites du système;

- L'espace géographique des éoliennes fait en sorte que pour un grand projet, il faut un très grand espace de terrain;
- Le rapport énergétique n'est pas très élevé, entre 15 et 20.

Les systèmes Airborne Wind Energy ou Énergie Éolienne en haute altitude répondent à ces limites. Il existe présentement un regroupement ou association de cette industrie. Un embryon de 200 groupes de recherche et d'entreprises effectue le développement de cette technologie.

Dans ces entreprises, Kite Gen en Italie est un leader et est en train de mettre sur pied un prototype fonctionnel.

Le principe utilise un cerf-volant en haute altitude, 800m, qui est lié à un moteur par un câble en néodyme. Ce câble est géré par un système informatisé afin d'ajuster la portée du cerf-volant et ainsi produire un mouvement en 8 qui tracte un moteur circulaire installé sur un rail.

Les données de productions seront envoyées par courriel pour les chiffres exacts. L'empreinte au sol est de 1 km carré par un rail circulaire. Le rapport énergétique net est de 1 pour 347 selon les données disponibles.

Actions et recommandations

- S'assurer que le techno-centre éolien de Gaspé (CCTT) effectue une veille de ce type de développement;
- Trouver les moyens de financer les recherches de solutions éolienne à haute altitude et des applications concrètes;
- Trouver comment être en mesure d'investir dans le projet de recherche Italien pour être dans la course et profiter des retombées possibles
- Communiquer avec André Lemieux, commissaire à la relance économique de Murdochville pour l'informer des possibilités;
- Préconiser les projets éoliens (haute altitude et conventionnel) communautaires à 100% pour maximiser les retombées économiques locales;
- Analyser les éoliennes sur axe vertical qui sont en étude présentement avec Michel Marcheterre au CEMEC à Amqui
- Demander à Michel Morin pour une grille synthèse de l'analyse de différentes solutions énergétiques (dont les rapports énergétiques moyens)

20. Biomasse agricole

Responsable : Andrew Wake

ParticipantEs : R Cimon, J, Boucher, F. Gosselin, V. Ghysbroch, U. Thériault

Idées et recommandations (sans ordre):

Biomasse agricole : produit cultivé, sous produits et résidus

Favoriser la compréhension des technologies et des utilisations de la biomasse agricole dans ses différentes formes (pour intervenants et la population.

Favoriser le développement des technologies, des méthodes de production et de consommation accessibles à petite échelle.

Présenter et verbaliser les problématiques à la population tout comme le portefeuille de solutions possibles.

Niveler l'aide disponible pour la conversion des terres (plantation en forêt vs conversion aux plantes énergétiques).

Utiliser terres en friche et ou abandonnées pour les plantes énergétiques; occupation et aménagement du territoire

Utiliser le Plan de développement des zones agricoles pour planifier le développement des productions énergétique

Se concentrer sur le marché de chauffage des PME

Viser la complémentarité des produits avec la biomasse forestière

Aide financier et de l'expertise pour la transformation des équipements de chauffage des consommateurs,

Soutenir des projets qui permettent de rentabiliser les fermes occupées.

21. Marché du carbone

Responsable : Yanick Gendreau

ParticipantEs : Daniel Munro

Idées et recommandations :

Mettre en place rapidement un marché du carbone pour « contrôler » la consommation de pétrole à court terme.

Vendre cet argument sur la base de l'augmentation des coûts de la production agricole, impacts sur les pêcheries, perte de biens et services environnementaux.

22. Équipements collectifs pour la production/transformation de biomasse forestière/agricole

Responsable : Catherine Avard

ParticipantEs : Marc Bellavance

Idées et recommandations :

Le regroupement des personnes pour l'exploitation des ressources (séchage, granulation, entreposage, distribution) a plusieurs avantages. La formule coopérative serait à prioriser.

Consolidation des communautés

Occupation du territoire

Accès a des subventions (économie sociale)

L'acheteur est rassuré parce que l'offre est consolidée

Devenir plus compétitifs

Donne un marché pour le producteur

Viser l'autoconsommation (on connaît le marché!)

Par rapport aux sources de biomasse :

Il faut diversifier les sources, mais avoir un procédé qui permet d'utiliser toutes les ressources.

La forêt offre une ressource de proximité, mais c'est un secteur plus réglementé et l'exploitation des terres est contrôlée.

Le saule permet d'avoir de plus gros volumes d'une même production, constante, c'est donc plus facile de développer un procédé industriel.

Pour tous ces projets, il faut une volonté politique, comme pour inciter les institutions à modifier leurs systèmes de chauffage

23. Convergences bioproductions et procédés manufacturiers innovants

Responsable : François Gendron

ParticipantEs : Gaetan Ruest, Ursule Therriault, Catherine Avard et autres

Idées et recommandations :

La proximité de pôles de compétences en bioproductions et procédés manufacturiers innovants favorise les convergences technologiques qui peuvent donner de bonnes opportunités de développement ici, au BSL.

La substitution des plastiques pétrochimiques dans les produits manufacturés est une voie d'avenir qui est actuellement étudiée de façon très pratique chez Biopterre, CCTT de La Pocatière. La proximité d'un intégrateur dans le matériel de transport permet d'imaginer de nouveaux débouchés pour des plastiques qui seraient produits de façon renouvelable. Les technologies manufacturières avancées peuvent aussi offrir de bonnes avancées environnementales en bioproduction, que ce soit par des équipements plus efficaces (amendements géo-positionnés) ou des équipements de transformation alimentaire en inox, produits localement plutôt qu'en Chine grâce à l'économie de temps de main-d'œuvre réalisée avec des procédés tels que le soudage laser.

Les plastiques bios offrent aussi des performances très modulables en matière de dégradation.

Par ailleurs, des intégrateurs en région commencent à rechercher des fournisseurs dans un rayon de 80-100 km, dans un modèle de circuits courts. Ceci est vérifiable dans le secteur de la fabrication du matériel de transport en commun.

24. Développement des circuits courts

Responsable : Marise Bélanger

ParticipantEs : Marie-Josée Huot, Karine Malenfant, Dominic Lapointe, Pierre Gendron, Jacques Boucher, Jean-Claude Parentaux, Mickael Rioux, Steve Girard

Idées et recommandations :

- Intégrer les coûts reliés au transport dans les prix.
- Ramener de petites usines de transformation en région, par exemple des laiteries régionales plutôt que transporter le lait sur des centaines de kilomètres.
- Pour le développement des circuits courts, approche doit être locale.
- Conscientiser les consommateurs sur la provenance des produits et l'impact sur l'environnement.
- Améliorer la synergie entre les matières résiduelles (Les déchets de certaines entreprises servent de matières premières pour d'autres).
- Travailler sur les circuits courts actuellement possibles, biomasse, agroalimentaire à petite échelle pour le marché local plutôt que de miser sur des changements majeurs qui prendront trop de temps.

25. Deux voies ferrées : pour quand?

Responsable : Michel Cloutier

ParticipantEs : à compléter

Problématique : transport ferroviaire est une condition du développement du pays

Aujourd'hui c'est sous-utilisé; l'idée des 2 voies c'est de désengorger les autoroutes. Il y a trop de camions qui usent les autoroutes.

Problèmes principaux :

- densité de population trop faible pour être rentable;
- un seul propriétaire de la voie ferrée;
- difficile de négocier le passage
- pas assez de volume en marchandise
- entrepôt roulant et concept de 'just in time'
- horaire impossible
- individualité des entreprises : ses produits; ses camions

Développement du train :

- améliorer le mouvement des marchandises dans les centres de transbordement

En région cela ne semble pas vouloir débloquer

Québec-Montréal

- TGV très coûteux
- concept trens-Québec avec moteur/roue serait plus approprié
- train fonctionne seulement dans grands centres dû à la densité de population et de marchandise transportées

Conclusion : deux voies une solution :

On s'en reparle dans dix ans (le gouvernement fait pareil)

26. Consommation intelligente de l'énergie et retour vers la nature

Responsable : Majed Fantar

ParticipantEs : Daniel Pernot, Julie Tardif, Véronique Alexandre

Idées et recommandations :

L'énergie utilisée et consommée ne sert pas entièrement à pallier aux nécessités. Une bonne partie de cette énergie est gaspillée dans trop de confort et dans des actions parfois inconscientes et irresponsables.

Recommandations :

- Réévaluer les besoins réels en énergie du Québécois.
- Sensibiliser les gens quant à la rationalisation et l'économie d'énergie
- Imposer des taxes à la consommation
- Instaurer la facturation par paliers.
- Consommer des produits locaux.
- Encourager le retour des marchés locaux.
- Revoir les plans d'urbanisme et l'organisation urbaine dans les villes, de façon à faciliter l'approvisionnement en produits locaux et limiter le recours aux moyens de transport.

27. Sommes-nous tous prêts à payer? À quel prix?

Responsable : Heua Baccam

ParticipantEs : Heua Baccam, Johanne Parent, Véronic Francoeur-Castilloux, René Cimon, Karim St-Pierre, Martin Poirier

Idées et recommandations :

A) Constatations :

- Nos choix nous obligent à faire des concessions ou sacrifices;
- Surconsommation;
- Capacité de payer différente pour chaque personne;
- Difficulté de briser les habitudes;
- Le changement crée le mécontentement.

B) Pistes de solution :

- Carotte et bâton (pollueur - payeur);
- Définir des objectifs réalisables;
- Effet d'entraînement;
- Démystifier; bannir les préjugés;
- Se donner en exemple (leaders charismatiques);
- Évaluation – rétroaction;
- Choix stratégiques, cibler les innovateurs, les personnes influentes comme modèles;
- Chiffrer les coûts réels de la consommation;
- Chiffrer les initiatives vertes dans un budget à long terme.

28. La responsabilité collective reliée à nos choix

Responsable : Suzette Lambert

ParticipantEs : Jérémie Caron, Évariste Feutrey et Suzette Lambert

Idées et recommandations :

En général plusieurs idées ou alternatives sont prometteuses, intéressantes, mais il est parfois difficile de les réaliser concrètement. Souvent parce que les gens n'embarquent pas à la hauteur des initiatives... par manque de responsabilité personnelle.

Malgré l'urgence environnementale et sociale que nous vivons présentement, il est difficile de ce responsabiliser personnellement dans les choix que nous faisons. La vie devient si compliqué : l'information vient de partout, ce qui implique de choisir ses batailles de vie. Il nous est difficile de tout faire dans le meilleur esprit, car cela implique de toujours connaître la bonne façon de faire les choses; peu importe le domaine d'activité.

Il est important de travailler en amont, pour éviter que les catastrophes environnementales nous emportent; entre autre pour contrer les problèmes énergétiques.

Il serait intéressant d'informer d'avantages les gens qui forment la société. Un guide ou un outil qui mettrait en promotion des bonnes pratiques en environnement pourrait être une avenue : choix de véhicules écologiques, provenance des produits (local), etc.

De plus, est-ce que nos gouvernements auraient la possibilité de contrôler d'avantages les produits en amont : provenance, emballage, méthode de production, transport, etc.? Élaborer une politique qui limiterait ou orienterait les efforts de conscientisation de la population, afin d'encourager naturellement le développement, la promotion et la vente des produits locaux. Il pourrait également y avoir un affichage des produits spécifiant la distance parcourut ou une cote écologique ou responsable associé à sa fabrication (empreinte écologique). En résumé, plus d'informations et de transparence sur les biens que l'on achète.

Pour finir, les gens ne font pas assez les liens entre les différentes sphères de la société, qui sont inévitablement toutes reliées entre elle : santé, économie, environnement. Elles doivent être intégrées les une aux autres pour avoir une vision plus globale de l'importance et de l'impact de l'Homme sur la planète.

29. Consommation responsable

Responsable : Claire Lafrance

ParticipantEs : Dany Fillion, Dominic April, Lyne Langlois, Chantale Lavoie

Idées et recommandations :

Sensibiliser et convaincre chaque individu de son pouvoir de changer les choses en tant que consommateur dans ses choix.

Problèmes : les produits sont de moins en moins durables, non réparables, suremballés et le consommateur n'a pas toujours le choix de faire le choix environnemental dans ses achats. Aussi, les habitudes sont difficiles à changer. La sensibilisation des gens a un impact limité. Pourtant, les produits que nous consommons sont directement liés à notre dépendance envers la consommation de pétrole.

Pistes de solutions :

Inclure le coût environnemental du produit dans son prix d'achat. Les produits non durables ou non recyclables doivent être plus chers.

Sensibilisation des enfants dans les écoles

Étiquetage produit local

Obligations dans les commerces et institutions à mettre en place une politique d'achat responsable, des politiques vertes, un comité ou un chargé de dossier environnement

Réduire la surconsommation

Simplicité volontaire

Valoriser les gestes positifs

Pollueur-payeur

30. ÉcoVillages

Responsable : Marielle Esclapez

ParticipantEs : Denis Pineault, Jacques Chauvette, Gilles Couture, Guy Lavoie, Simon Tremblay, Myriam McCarthy, Roger Joanne, Julien Boucher

Idées et recommandations :

Appliquer les principes de l'écorevitalisation au BSL, qui pourrait devenir notre carte de visite, notre signature. L'idée est d'appliquer certains principes des éco communautés/villages, à la rénovation et au développement de nos villages. Profiter de la présence du créneau Accord pour promouvoir, entre autres, l'éco construction (éco rénovation), pour commencer.

Faire du BSL un leader.

Obstacles : pas de réglementation reliée aux éco villages, peu d'incitatifs.

Toutefois, les outils existent : PIIA et autres pouvoirs municipaux.

Autres principes à appliquer : la prise en main, indépendance énergétique (obstacle monopole d'HydroQC).

Il est nécessaire qu'une population jeune se mobilise et qui adhère aux principes de cette communauté (ex. : St-Camille).

31. Valorisation de la biomasse

Responsable : Véronique Ghysbrecht

Présents : Jean-Guy Leclerc, Michel Morin, Véronique Ghysbrecht

Il ne faut pas attendre le gouvernement mais

mettre sur pied une stratégie énergétique régionale qui :

- définit des critères d'utilisation d'énergie communs à tous (À quelle(s) source(s) donne-t-on la priorité? Pourquoi? Sous quelles conditions? Utilisation de la bonne source au bon endroit, etc.)
- classe ces critères selon les priorités de la région (occupation dynamique du territoire, spécialisation (Projet Accord), création d'emploi, exportation, promotion PME, etc.)

➤ ces critères doivent guider les choix énergétiques

La stratégie pourrait être portée par un groupe d'intervenants régionaux :

- le CRE
- la CRÉ
- l'UQAR
- les MRC
- les ministères régionaux, etc

La stratégie doit couvrir, mettre en rapport :

- les utilisateurs (pour commencer les organismes publics comme les hôpitaux, les commissions scolaires, etc. donc des gros utilisateurs d'énergie)
- les producteurs éventuels (assurer un marché à un investisseur)
- les distributeurs (même si circuit court est favorisé)

La stratégie doit être documentée afin d'être convaincante (l'économie d'énergie doit être démontrée chiffres à l'appui pour être non réfutable)

Augmenter le niveau de conscientisation de la population (information poussée)

Finalement faire signer une déclaration d'adhésion pour démontrer le soutien de la population (plus de poids auprès du gouvernement).